

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

NOVEMBRE 1968

EDITORIAL

Guerres nationalistes en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient ; lutte des Noirs et signes de désagrégation de la société américaine ; crises du dollar, de la livre et du système monétaire occidental ; accentuation de la concurrence internationale qui entraîne des tensions internes ; jeunesse en révolte, tel est le lot de l'Ouest. Mais l'Est n'est pas logé à meilleure enseigne : à peine un schisme est-il mâté ou supporté qu'un autre survient. L'Albanie, la Chine, la Roumanie, la Tchécoslovaquie enfin : autant de pans de l'empire stalinien qui aspirent à s'émanciper au profit d'autres bureaucraties, tout aussi réactionnaires d'ailleurs mais qui ont le privilège et l'astuce démagogique de se dire nationales. Et voilà qu'en Russie même se lève, fragile et isolée, une conscience révolutionnaire.

Les deux blocs rivaux sont en crise et les maux de l'un aggravent ceux de l'autre parce qu'ils ont la même cause : la crise des rapports de production. Dans les deux blocs le même rapport social lie le Travail au Capital, aussi dès que la crise apparaît les deux complices se découvrent-ils le même ennemi : le prolétariat.

Chacun des deux blocs ne vit et ne survit que dans la mesure où leurs classes dominantes parviennent à repousser ou contenir les aspirations du prolétariat. Dans une telle situation les exploitateurs ne peuvent essayer de trouver d'autre issue que dans l'accroissement de la production et de la productivité, autrement dit, dans l'aggravation de l'exploitation. Toutes actions qui, bien entendu, fécondent cette révolution qu'ils cherchaient à éviter.

Le prolétariat, pour vaincre réellement, ne pourra éviter de renverser les rapports de production capitaliste pour abolir du même coup le salariat. Cela aura comme conséquence immédiate et nécessaire de détruire les sources mêmes de la domination bourgeoise qui ne sont pas différentes de celles de la domination de la canaille bureaucratique. Telles sont les raisons réelles de la Sainte Alliance entre les bourgeois et les bureaucrates, malgré leurs rivalités pour l'exclusivité de la domination de la société.

L'intérêt du prolétariat est directement opposé à celui des classes dirigeantes. C'est pourquoi, nécessairement, une nouvelle force révolutionnaire devait finir par naître en dehors des organisations censées être les instruments de la lutte des classes, devenues instruments de la collaboration des classes.

C'est pourquoi tout aussi nécessairement, lorsque les affrontements se produiraient ils devaient être d'autant plus radicaux que le niveau des forces productives était plus élevé.

Il ne manquait à cette force que l'occasion de se manifester pour prendre conscience d'elle-même. Le maillon le plus faible craqua lorsque les contradictions furent suffisamment accentuées et que les tensions qui en résultaient firent exploser l'une des structures sociales.

En France, en Mai, c'était précisément à l'Université où la chappe bureaucratique avait été brisée que le rapport des forces était favorable aux révolutionnaires. La révolution dépend de la généralisation de ce rapport à tout le pays puisque, désormais, la preuve est faite, la bureaucratie syndicale et politique est le principal obstacle qui empêche les masses d'affronter le Capital.

La crise que nous avons vécue alors, sans parvenir à vaincre mais sans être battus puisque nous en sommes sortis plus forts que nous n'y étions entrés, fût donc une conséquence directe de la crise conjuguée du capitalisme occidental et du capitalisme bureaucratique oriental répercutée par leurs instruments locaux : l'actuel pouvoir d'une part, les appareils du P. C. et de la C. G. T. d'autre part. La crise fit se révéler la véritable nature de toutes les forces y participant. Les lignes d'action contre-révolutionnaires suivies par le P. C. F., la C. G. T. et les autres partis et syndicats, n'ont pas été le fait de la "trahison" de leurs dirigeants. Il faut être naïf pour croire à une telle légende. Elles tiennent à la nature, aux structures, aux idéologies de ces organisations qui sont réactionnaires même si les bureaucrates ont le touper de les dire marxistes. Le mouvement avait compris cela : dans ses aspects révolutionnaires - mais tous ne le furent pas - il fut autant anti-capitaliste bourgeois qu'anti-capitaliste bureaucratique.

L'avant-garde réelle de la classe ouvrière, celle qui déclencha la grève, celle qui s'organisa dans les comités d'action d'usines, celle qui se développe maintenant, a laissé loin derrière elle, par son activité réelle tous les détenteurs patentés de la conscience de la classe. Par là elle a définitivement montré qu'il n'y avait pas de rapport entre les intérêts réels de cette classe et ceux des organisations traditionnelles, instruments et alliés du Capital dans le besoin contre-révolutionnaire. Sans leur appui et leurs manœuvres la bourgeoisie pouvait faire ses valises en même temps que celles de son général.

Les étudiants ont été battus : ils ne pouvaient pas vaincre. Leur avenir, en tant que couche sociale, est tracé. Ils goûteront les délices de la "participation" ; alors qu'avant on gouvernait sans leur approbation, on le fera désormais en leur nom. Mais, individuellement, beaucoup ont découvert et découvriront la voie de la révolution. De toutes façons le pouvoir n'est pas encore sorti de l'auberge universitaire.

Les ouvriers ont perdu une bataille : ils ne pouvaient vaincre du premier coup deux ennemis aussi puissants que sournois, la bourgeoisie et la bureaucratie. Leur avenir, en tant que classe, est tracé : ils ont produit et su conserver cet acquis essentiel, même s'il n'est encore que local : des organisations autonomes de base.

L'acquis fondamental de Mai-Juin c'est d'avoir fait s'effondrer les mythes. Les problèmes réels de son émancipation sont maintenant posés au mouvement ouvrier français et international. Cela n'a pas échappé à la médiocrité suprême du P. C. F., Waldeck-Roquet, qui glapit que l'ennemi principal aujourd'hui, c'est le "gauchisme". Ce n'est donc plus le capitalisme. Au moins nous sommes fixés et d'ailleurs peu surpris de le retrouver en compagnie des responsables du maintien de l'ordre. Ceux-là pleurnichent parce que le mouvement n'a ni structure, ni chefs, ni cartes, ni lieu de réunion. Bref que n'ayant pas de corps apparent ils sont insaisissable. Pauvres flics !

Tous ces messieurs ne sont pas rassurés. Ils préféreraient tout - même la main de l'étranger ! - plutôt que ce spectre qui les hante et qu'ils appellent le "gauchisme". Pauvres types qui croient empêcher la révolution en goudronnant les rues et qui dureront moins que leur goudron parce qu'il se passe en ce moment quelque chose qu'ils ne parviendront pas à empêcher : une intense activité d'organisation.

La classe ouvrière invente, innove, cherche, redécouvre en même temps que sa théorie révolutionnaire la pratique qui lui correspond. Cela ils ne pourront jamais l'empêcher, à moins de cesser de produire, de se suicider comme classe. En attendant ce jour béni, partout se constituent des groupes ouvriers qui réfléchissent et agissent. Les prochains mois seront riches en manifestes, déclarations, programmes. En même

temps sont brisées les séparations entre ateliers, usines, branches, régions, pays. Les capitalistes seraient surpris de savoir que les ouvriers de FIAT et CITROEN ne les ont pas attendu pour se concerter. Et eux, ils se moquent bien de ce qu'en pense de Gaulle. Ils ne sont déjà plus ses larbins, eux.

Là comme ailleurs le rapport des forces est en train de changer : le prolétariat produit son organisation, voilà le secret. Mais il le fait à son pas. Aussi serait-il vain et dangereux de vouloir l'unifier artificiellement. D'abord parce que nous sommes tous en pleine gestation et que nous ne possédons pas encore un degré suffisant de cohérence théorique. Mais, parce que la convergence des préoccupations pour les mêmes questions, est évidente on peut être assuré que le temps travaille pour nous, pour la Révolution.

Donc, si l'on estime être entré dans une période au cours de laquelle le prolétariat va tenter une nouvelle fois de s'ériger en classe dominante, si l'on estime que les révolutionnaires ont leur place dans cette tentative, on ne peut qu'affirmer qu'il est grand temps que les "gauchistes" exposent à la face du monde entier leurs théories et leur programme, qu'il est grand temps qu'ils fassent une réalité du spectre qui à nouveau hante le monde :

L'ABOLITION DU SALARIAT

0

0 0

L'esprit bureaucratique est un esprit foncièrement jésuitique, théologique. Les bureaucrates sont les jésuites de l'Etat. La bureaucratie est la république prêtre.

La bureaucratie se considère elle-même comme le but final de l'Etat. Comme elle fait de ses buts "formels" son contenu, elle entre partout en conflit avec ses buts "réels" ... Les buts de l'Etat se transforment en but de la bureaucratie ou les buts de la bureaucratie en buts de l'Etat. La bureaucratie est un cercle d'où personne ne peut s'échapper. Sa hiérarchie est une hiérarchie du savoir. La tête s'en remet aux cercles inférieurs du soin de connaître le détail et les cercles inférieurs s'en remettent à la tête pour ce qui est de la connaissance du général, et ainsi ils se dupent mutuellement.

La bureaucratie est l'Etat imaginaire à côté de l'Etat réel, le spiritualisme de l'Etat ... Elle tient en sa possession l'essence de l'Etat, l'essence spirituelle de la société ; c'est sa propriété privée.

Critique de la philosophie de l'Etat
de HEGEL

les grèves dans l'industrie automobile britannique

La presse britannique du 11 octobre contenait les informations suivantes:

- VAUXHALL arrête la production de voitures jusqu'au lundi, la fourniture de 586 composants étant affectée par 12 grèves chez les sous-traitants.
- Les ouvriers d'entretien de l'usine de HOCKLEY (groupe Joseph Lucas) avaient accepté d'annuler leur décision de grève, à la suite de négociations entre la direction et les délégués d'atelier.
- 160 outilleurs étaient toujours en grève à l'usine des Freins GIRLING, 150 O.S. avaient été mis en chômage.
- A FAZACKERLEY (près de Liverpool) 750 ouvriers sur 1000 se trouvent sans travail, par suite de la grève de 35 manutentionnaires.
- A l'usine MORRIS d'Oxford, 800 ouvriers des chaînes avaient été débauchés, par manque de pièces détachées.
- 200 ouvriers de l'usine de COWLEY avaient commencé une grève perlée, réduisant la production d'un quart pour protester contre les fréquents débauchages causés par le manque d'essieux en provenance d'une usine affectée par des grèves.
- Une centaine d'ouvriers des forges de l'usine de fournitures automobiles DARTMOUTH AUTO CASTINGS de Smethwick allaient se réunir pour discuter d'une proposition de règlement destinée à mettre fin à la grève qui durait depuis 10 jours et privait de travail 180 autres ouvriers.
- Une importante usine de construction mécanique de WIMBLEDON avait été fermée à la suite du débrayage de 400 ouvriers.
- L'usine de LINWOOD (groupe Roote's) avait repris normalement le travail, après une grève d'avertissement d'une demi-journée de 1500 ouvriers.

Que l'on ne croie pas à une soudaine catastrophe qui se serait abattue sur l'industrie automobile britannique. Depuis de longs mois, des informations de ce genre sont monnaie courante, et dernièrement la presse bourgeoise, constatant que les heures perdues pour fait de grève avaient augmenté de 138% par rapport à l'an dernier, faisait avec mélancolie le compte des milliers de voitures non produites et des millions de livres d'exportations perdues.

On peut se demander comment des débrayages aussi limités peuvent provoquer de pareils dégâts. Une première réponse est fournie par la structure de l'industrie britannique. Pour abaisser les prix de revient, les constructeurs automobiles recourent largement à des sous-traitants spécialisés. Mais, talonnés par la concurrence, ces derniers se sont concentrés à un tel point qu'il n'existe plus qu'une ou deux sources d'approvisionnement pour chaque type de fourniture (par exemple deux pour les freins). En outre, toujours par souci d'économie, les stocks de pièces sont maintenus au strict minimum à la fois chez le fournisseur et chez l'utilisateur: d'où rupture de stock à la moindre grève chez le premier, et engorgement en cas de débrayage chez le second.

Un autre élément est au moins aussi important: les grévistes, bien qu'en très petit nombre, bénéficient de la solidarité active de leurs camarades de travail. Cette solidarité s'exprime éventuellement par un soutien financier, mais surtout par le refus de remplacer les grévistes, ou même de permettre à des jaunes de le faire. Toute tentative de ce genre provoque en général une grève de solidarité, les pièces éventuellement fabriquées dans ces conditions sont déclarées "noires" et aucun travailleur digne de ce nom n'accepte d'y toucher.

Voilà, dira-t-on, qui suppose sans doute une organisation syndicale puissante et respectée. Respectés, certes, les syndicats anglais le sont: plus d'un de leurs dirigeants, chaque année ou presque, est fait chevalier ou baronnet par Sa Gracieuse Majesté, sans parler de ceux qui deviennent ministres ou présidents-directeurs

d'entreprises nationalisées. Hélas, pendant ce temps, des travailleurs peu soucieux de l'étiquette de Cour se mettent en grève et les nobles lords syndicalistes se prennent les pieds dans l'Ordre de la Jarrettière en courant les ramener dans le droit chemin.

En effet, 95% des grèves en Angleterre sont des grèves sauvages, autrement dit non reconnues par les syndicats, qui non seulement ne versent pas à leurs adhérents les indemnités auxquelles ils auraient normalement droit, mais utilisent tous les moyens possibles pour faire reprendre le travail. Mais pour être sauvage, la grève n'en est pas moins organisée, par l'intermédiaire des délégués d'atelier ou shop stewards. Contrairement aux dirigeants syndicaux, ceux-ci n'ont ni statut officiel ni protection légale d'aucune sorte, pas plus qu'ils n'ont le moindre titre à négocier avec les patrons. Pourtant, c'est bien avec eux que se font les négociations réelles, car en général c'est seulement par leur intermédiaire qu'il est possible d'aboutir à un accord avec les travailleurs.

Les revendications des grévistes sont des plus variées: augmentations de salaires (de 10 à 40 F par semaine dans les cas cités plus haut), résistance à un abus de pouvoir de la direction, conditions de travail (depuis la fixation des cadences jusqu'à la durée de la pause pour le thé traditionnel). Dans certains cas, les revendications peuvent paraître étranges à des travailleurs français: ainsi, à l'usine de LINWOOD, 550 ouvriers ont lutté pendant un mois (du 6 mai au 6 juin) pour conserver le salaire aux pièces, que la direction voulait remplacer par un salaire horaire. En réalité l'attitude des ouvriers de LINWOOD était logique: dans leur cas, l'organisation de lutte dans les ateliers était suffisamment puissante pour résister aux tentatives de baisse des temps, et pour retourner le système du boni contre le patronat. Un tel rapport des forces implique une limitation organisée des cadences; l'on a vu récemment, quelque 150 travailleurs d'une usine de construction mécanique obliger, par un débrayage, leur syndicat à mettre à l'amende trois ouvriers qui avaient "tapé dans la butte".

Ce n'est pas le seul exemple d'une utilisation intelligente des institutions syndicales par les travailleurs anglais. Bien que les syndicats dans leur ensemble soient totalement au service du capitalisme, leur structure archaïque permet dans certains cas aux travailleurs d'exploiter les luttes intestines de la bureaucratie. Les syndicats sont, en effet, organisés par corps de métier et non par industrie. Il y a donc, dans une entreprise, un nombre parfois considérable de syndicats, qu'il est possible éventuellement de jouer les uns contre les autres. Le système comporte l'inconvénient d'encourager l'égoïsme catégoriel; mais très souvent la solidarité de classe est suffisante pour unir les travailleurs, et les barrières entre catégories servent principalement à limiter l'exploitation, en multipliant les mesures restrictives, en s'opposant au déplacement des travailleurs d'un poste à un autre, etc.

La division syndicale (malgré l'existence d'une centrale unique dont l'autorité est plus nominale que réelle) fait donc partie des méthodes par lesquelles le prolétariat anglais s'est assuré des conditions de travail bien meilleures, dans l'ensemble, que celles qui existent ici. Les partisans d'un "syndicalisme moderne", unifié et efficient, feraient bien de méditer cet exemple. (1)

En fait, la résistance de la classe ouvrière à l'exploitation a fini par plonger le capitalisme anglais dans une crise profonde, dont la dévaluation de la livre n'a été qu'une des manifestations. Depuis des années, les capitalistes s'efforcent de reprendre le dessus, par une offensive généralisée dont l'industrie automobile constitue l'un des champs de bataille principaux. Il s'agit, bien sûr, de bloquer les salaires en faisant monter les prix, il s'agit d'accroître le chômage pour faire pression sur ceux qui continuent à travailler, mais il s'agit d'abord et avant tout de briser l'organisation de lutte dans les usines, symbolisée par les délégués élus des ateliers.

Cette tentative peut prendre deux formes principales. Parfois, la direction s'efforce d'éliminer purement et simplement les shop stewards. Ainsi, aux usines FORD de Dagenham, il y a quelques années, 17 délégués étaient licenciés et l'organisation intérieure - qui du reste avait été pourrie par les bureaucrates stalinien - s'effondrait après une âpre résistance. Mais des succès de ce genre, pour appréciables

qu'ils soient, sont le plus souvent de courte durée. Au bout d'un certain temps, les travailleurs reconstituent leur organisation - cette année, la lutte de 487 ouvrières de Dagenham, pour l'égalité des salaires, a fait un certain bruit dans la presse anglaise.

Les capitalistes s'orientent donc de plus en plus vers une intégration des shop stewards à l'appareil de direction de l'industrie. Des commissions d'enquête nommées par le gouvernement se penchent avec sollicitude sur l'organisation des syndicats, et recommandent une rationalisation radicale: création de sections syndicales d'entreprise, renforcement de l'autorité du syndicat sur les représentants élus des ateliers (actuellement, cette autorité est dans la plupart des cas inexistante), cours de "formation" organisés à l'intention des délégués (sans doute pour leur enseigner les principes de la lutte des classes?), multiplication des permanents syndicaux. En somme, tout le programme de nos syndicalistes modernes - mis en avant par les représentants officiels du grand capital. Encore un exemple à méditer.

Les bureaucrates syndicaux sont pour leur part tout prêts à collaborer à ce vaste dessein. Réunis avec les patrons de l'industrie automobile au Secrétariat d'Etat à l'Emploi et à la Productivité (sous la houlette, bien sûr, d'une éminente personnalité de la "gauche" travailliste) ils décidaient, le 7 octobre, de créer un conseil mixte chargé d'améliorer les relations entre employeurs et travailleurs. L'objectif essentiel de l'opération est de remplacer les conventions collectives nationales par des accords d'entreprise, négociés directement avec les délégués d'atelier, que l'on espère à cette occasion transformer en bureaucrates irresponsables.

L'opération se heurte à de nombreuses difficultés, depuis les rivalités entre fractions bureaucratiques jusqu'à la méfiance des travailleurs envers tout bouleversement de leurs habitudes. L'obstacle principal reste l'incapacité de la bureaucratie syndicale à établir un contrôle durable sur la base ouvrière. On peut bien transformer un délégué d'atelier en bureaucrate, mais on ne peut pas pour le moment empêcher les travailleurs de le révoquer et d'en élire un autre.

Mais si l'offensive des capitalistes n'a pas pour le moment remporté de succès spectaculaire, il faut reconnaître que la résistance ouvrière reste fragmentaire. L'incapacité à dépasser les limites de l'atelier ou de l'usine est sans aucun doute à l'heure actuelle la plus grave faiblesse du mouvement ouvrier en Angleterre.

- (1) Bien entendu, ceci ne signifie pas que la division syndicale soit toujours avantageuse pour les travailleurs. Elle l'est dans la mesure où elle permet aux travailleurs de jouer une clique de bureaucrates contre une autre (ainsi, la CFDT contre la CGT lors de la grève de Mai). Elle ne l'est pas lorsque le manque de solidarité de classe permet aux bureaucrates de jouer les travailleurs les uns contre les autres (cas des multiples syndicats catégoriels à la RATP.

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

!Sur leur bannière, il leur faut effacer cette devise conservatrice : !
! "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable", et inscrire le mot !
! d'ordre révolutionnaire: "Abolition du salariat" !

Karl MARX - Salaire, Prix et Plus-Value.

opération séduction

Nous avons déjà eu droit aux rengaines sur la participation, aux trémolos... et nobles considérations sur la dignité des travailleurs, en 1959 et il y a deux ans. Mais cette fois-ci, après la désagréable surprise de mai, c'est du sérieux: le régime en fait un cheval de bataille et on fait jouer les gros orgues. Alors, tandis que le compère Maurice SCHUMAN nous mijote un texte de derrière les fagots, propositions et débats foisonnent: partout on entend parler d' "association capital-travail", d' "intérêt des travailleurs à l'entreprise", de droit de contrôle et même de cogestion!

Ce n'est pas que les capitalistes français, du moins certains d'entre eux, devenus philanthropes, aient perdu la raison et soient prêts à partager pouvoir et profits avec les travailleurs. Il suffit de voir avec quelle ardeur ils mutent et licencient pour s'en convaincre.

C'est au contraire un intérêt bien compris qui explique leur attitude: la participation, quelles que soient les formes qu'on lui donne, apparaît de plus en plus comme un excellent moyen d'acheter la paix sociale et d'obtenir un meilleur rendement, au même titre que la politique des hauts salaires ou des primes de productivité en d'autres circonstances. Certains patrons ont compris qu'ils avaient intérêt à intégrer l'ouvrier dans l'entreprise, à obtenir sa coopération en l'intéressant d'une façon ou d'une autre à la marche de la boîte.

Et ceci à peu de frais. Car, contrairement à ce que pourraient faire croire les réactions défavorables d'autres capitalistes, cette participation ne remet pas en cause le système économique, les formules étant évidemment conçues de telle sorte que les travailleurs restent à la portion congrue et ne puissent devenir par ce biais les maîtres de l'entreprise. Même lorsqu'il ne s'agit pas seulement d'intéressement aux bénéfices, mais de distribution d'actions, voire de co-gestion. Les actions octroyées aux travailleurs ne représentent en effet qu'une part minoritaire du total et, en outre, de nos jours, la politique d'une société n'est plus le fait des actionnaires, sauf quand ceux-ci sont peu nombreux et très puissants, mais des dirigeants effectifs de l'entreprise. Quant à la cogestion, appliquée depuis une vingtaine d'années dans la sidérurgie allemande, elle a donné toute satisfaction.....aux capitalistes allemands.

Car du point de vue capitaliste, la participation peut se révéler particulièrement rentable. Le travailleur, devenu par exemple petit actionnaire auquel on a persuadé qu'il participait de ce fait à la gestion de "son" entreprise, va se transformer en mouton bien obéissant: s'il veut que "son" entreprise marche, il ne peut faire moins que de se montrer coopératif et raisonnable, il ne réclamera plus pour un oui ou pour un non des augmentations de salaires, la diminution de ses horaires ou l'amélioration de ses conditions de travail; au contraire, il ne lésinera pas sur la tâche et il hésitera à se lancer dans ces mouvements de grève.....si coûteux pour les patrons possédant des usines modernes.

Ainsi, comme toutes les autres formules inventées par les capitalistes, la participation, quelles qu'en soient les modalités, ne constitue qu'un moyen ingénieux de maintenir et éventuellement d'augmenter les profits de la classe dominante en fonction des circonstances. Les prétendus avantages accordés ne représentent que des miettes et ne sont que des façons détournées de renforcer l'exploitation des travailleurs.

Il ne peut du reste en être autrement car c'est dans la logique du système capitaliste: celui-ci a ses lois, qui doivent être respectées. Un patron, en admettant même qu'il fasse preuve de sentiments humanitaires, doit réaliser des profits s'il ne veut pas faire faillite et être éliminé; ses profits, il ne peut les réaliser que sur le dos des travailleurs, il n'a pas le choix. Les ouvriers n'ont pas besoin de "contrôler" les comptes de la boîte où ils travaillent pour s'en apercevoir. Il n'y a donc pas et il ne peut pas y avoir de bonnes et de mauvaises formes de participation pour les travailleurs, en régime capitaliste: pour eux, participer revient à "participer à leur propre exploitation".

Aussi les controverses actuelles entre capitalistes à propos de la participation ne doivent elles pas faire illusion. Elles traduisent tout simplement des divergences sur la meilleure façon d'exploiter l'ouvrier dans des circonstances données: tandis que les patrons réformistes, ayant compris la nécessité de s'adapter à l'évolution du système de production, préconisent de nouvelles méthodes, d'autres, plus conservateurs, restent partisans des méthodes traditionnelles.

Les premiers, à l'heure actuelle minoritaires, vont sans doute voir leur influence s'accroître au cours des années à venir. Comme ils sont également conscients que la coopération avec les syndicats, dans une société capitaliste moderne, est payante, il serait bien étonnant qu'un accord ne finisse pas par intervenir un de ces jours entre ces messieurs au sujet de la participation.

La mise en œuvre et le succès de celle-ci implique en effet que les travailleurs soient bien tenus en mains. C'est là le rôle tout naturellement dévolu à des organisations bureaucratiques dont les structures hiérarchiques sont celles du système capitaliste. Rien de tel que des syndicats forts, solidement implantés et élevés au rang de partenaires de discussion, pour museler les tentatives contestataires des travailleurs.

Ainsi, les patrons ne seraient pas les seuls bénéficiaires de l'opération: les syndicats ne verraient pas seulement leur représentativité officiellement reconnue et leurs pouvoirs renforcés, ils exerceraient en outre, au nom des travailleurs, les "droits" accordés à ceux-ci. Contrôle de la gestion capitaliste, gestion du portefeuille des actions distribuées, voilà par exemple quelques activités lucratives et de bons fromages en perspective.

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

" Dans le système capitaliste, toutes les méthodes pour multiplier les puissances du travail collectif s'exécutent aux dépens du travailleur individuel; tous les moyens pour développer la production se transforment en moyens de dominer et d'exploiter le producteur; ils font de lui un homme tronqué, fragmentaire, ou l'appendice d'une machine; ils lui opposent comme autant de pouvoirs hostiles les puissances scientifiques de la production; ils substituent au travail attrayant le travail forcé; ils rendent les conditions dans lesquelles le travail se fait de plus en plus anormales et soumettent l'ouvrier durant son service à un despotisme aussi illimité que mesquin; ils transforment sa vie entière en temps de travail et jettent sa femme et ses enfants sous les roues du Jagerhaut capitaliste;"

Karl MARX - Le Capital - Livre 1er, 7ème section.

" Quand on dit: les intérêts du capital et les intérêts du travail sont les mêmes, cela signifie seulement que le capital et le travail salarié sont les deux aspects d'un seul et même rapport. L'un est la condition de l'autre comme l'usurier et le dissipateur dépendent l'un de l'autre."

Karl MARX - Travail salarié et Capital.

UNE "REPLIQUE" A LA CONCENTRATION DU CAPITAL

L'affaire FIAT-CITROEN, en réalité un marché FIAT-MICHELIN dont CITROEN aurait été l'une des pièces, semble avoir abouti à une conclusion ... provisoire : le pouvoir gaulliste refuse. C'était un gros pavé dans la mare. Cependant, durant le déroulement de l'affaire, les commentaires effrayés du P. C., dans l'Humanité et de la C. G. T., dans la Vie Ouvrière, les ont conduits l'un et l'autre à se dévoiler. Nous avons relevé et commenté certaines phrases particulièrement significatives. Elles sont classées dans un certain ordre, montrant :

- 1°) le point de vue auquel les bureaucraties se situent pour parler de la concentration du capital ;
- 2°) la façon dont elles envisagent le capitalisme et les solutions que selon elles il faudrait lui apporter ;
- 3°) le rôle que ces bureaucraties jouent en l'occurrence.

1°) (cit.)

"Le cas CITROEN est un cas national", à propos duquel nous n'avons aucune garantie "pour l'avenir de l'automobile française" ; à ce cas national, il faut une solution nationale, "la solution française ... pour que se consolide et se développe l'automobile française" (Humanité du 9/10/68) ou bien : "c'est contraire à l'intérêt de la France" ; "de ce fait l'industrie française des poids lourds se trouve gravement compromise" etc (V. O. du 9/10/68).

(co)

C'est tout naturellement que la littérature du P. C. et de la C. G. T. se remplit de formules chauvines. Mais ce ne sont pas là que formules creuses : ce chauvinisme a une double fonction - tout d'abord mystifier le lecteur en lui donnant comme non évidente la concentration du capital à l'échelle internationale et, de ce fait, cacher l'absence de réponse du prolétariat (c'est-à-dire de ceux qui sont censés l'organiser) réponse qui serait l'internationalisation des luttes. Il est bien évident que ce ne sont pas les chiens de garde accusant en mai-juin les "gauchistes" d'être téléguidés de l'étranger qui vont organiser ces luttes. En second lieu, ce langage est celui des couches qui pâtissent de la concentration du capital, c'est-à-dire la petite bourgeoisie possédante. C'est donc très explicitement de ce point de vue petit-bourgeois que les bureaucraties critiquent la concentration du capital.

...

2°) (cit)

Il faut "protéger le patrimoine national", pour cela il faut nationaliser, ce qui "n'empêche aucunement de conclure des accords avec d'autres entreprises, sur un pied d'égalité".

En outre, il faut que les travailleurs aient "un droit de regard effectif sur la gestion de la société ... et sur les décisions qui engagent l'avenir de la France".

(co)

La réplique de la C. G. T. à la concentration du capital consiste à faire déplacer ses sections RENAULT et CITROEN pour demander que l'on protège le secteur nationalisé (Régie Renault) et, si possible, que l'on nationalise à son tour CITROEN. En somme, à l'heure où CITROEN licencie on vient ramper aux pieds du pouvoir pour lui donner des conseils. Malheureusement le méchant gouvernement ne veut rien entendre : il ne veut rien d'un accord RENAULT-CITROEN qui, comme le souligne l'Humanité serait une solution bien française ; il ne veut même pas recevoir les délégations syndicales - et la participation alors ?

Proposer la nationalisation lorsque l'on n'a pas les moyens de l'imposer, c'est tout simplement remplacer la lutte de classe par la propagande électorale. Ce n'est pas par hasard que le P. C. F. se place à un point de vue petit bourgeois : son seul problème semble être d'attirer les voix de ces couches à qui la nationalisation garantirait la survie. Et la formule sur le "droit de regard du travailleur", loin d'être, bien entendu, un appel au contrôle ouvrier, signifie simplement que le jour (sans doute lointain) où le P. C. et ses alliés gagneront les élections, les travailleurs auront un droit de regard sur la marche de la société par l'intermédiaire d'une assemblée nationale composée d'"hommes de gauche". C'est que le P. C. et la C. G. T. sont, comme ils le disent, "preneurs" ; aux difficultés du capitalisme, ils répondent par un capitalisme démocratique de la petite bourgeoisie, duquel les monopoles auraient, comme par miracle, disparu.

3°) (cit)

A propos de la compétitivité qu'aurait eue l'association FIAT-CITROEN, le "ministre italien a l'amabilité de ne pas dire au détriment de quels concurrents. Ce qui obligerait à préciser : de l'industrie française" (Humanité).

" De ce fait, près de la moitié, 40 % exactement, de la production automobile française dépend dorénavant du capital étranger avec ce que cela comporte d'incertitudes, d'aléas, de menaces".

" La constitution d'un groupe produisant un tiers de plus que RENAULT-PEUGEOT, représente déjà pour la Régie un danger réel".

" Cette recherche exorbitée du profit maximum ... a entraîné un taux extrêmement bas des investissements ... " (il s'agit de CITROEN).

...

"Il est certain que pour l'ensemble des constructeurs européens, l'existence en France d'une entreprise nationale, avec la puissance, le dynamisme, le sérieux de gestion qu'on lui connaît ... " (V.O.)

(co)

Cependant, le rôle que les bureaucraties voudraient jouer est subordonné aux aléas électoraux, ce qui reste c'est le rôle qu'elles jouent ; et ce rôle est particulièrement net. Il consiste, tout d'abord, en une défense du capitalisme français qui, comme chacun le sait, ne comporte ni menaces, ni incertitudes ; et lorsqu'on défend le capital, on défend sa position dans la concurrence internationale, sa compétitivité. On nous apprendra peut-être un jour que les profits de la Régie RENAULT constituent une "conquête démocratique" des travailleurs. Ce qu'il y a de tangible dans le secteur nationalisé, ce n'est pas le pouvoir économique qu'il donnerait à un hypothétique pouvoir de la gauche, c'est l'exploitation des travailleurs réalisée directement par l'Etat bourgeois. En somme, au moment où le gaullisme a des problèmes avec sa propre bourgeoisie, le rôle de la C.G.T. est celui d'une putain du capital, appuyant les capitalistes français face aux capitalistes étrangers, et l'Etat bourgeois face à une partie de la bourgeoisie.

Plus significative encore est la façon d'envisager la rationalisation du capital : les travailleurs de la Régie RENAULT sont bien placés pour savoir ce que signifie une "bonne gestion" ; quant à ceux de CITROEN, seront-ils étonnés d'apprendre que la C.G.T. s'inquiète de la recherche du profit parce qu'elle entraîne un "taux extrêmement bas des investissements" ?

Ce n'est pas par hasard si la C.G.T. perd des voix chez RENAULT (cf Humanité du 11/10/68) et éprouve le besoin d'expliquer ses reculs par la "propagande anti-communiste" et si, en même temps qu'elle donne des conseils au pouvoir sur la meilleure façon de gérer le capital, elle tape sur les "gauchistes" qui tentent de soutenir les travailleurs licenciés. Ce n'est pas non plus par hasard si, au lieu de mener un combat réel, à la base, sur la rationalisation quotidienne du capital, elle préfère envoyer des délégations pour protester contre une rationalisation qui serait consécutive à la prise en main de CITROEN par le capitalisme étranger (chômage, etc). Il vaut mieux ne pas faire se rencontrer dans l'action les travailleurs RENAULT et CITROEN, on sait où cela mène. Il nous semble cependant qu'il suffit de lire les journaux des bureaucraties pour comprendre pourquoi celles-ci ont parfois de pénibles réveils.

0

0 0

Nous ne pouvons faire route commune avec des gens qui déclarent ouvertement que les ouvriers sont trop incultes pour se libérer eux-mêmes, et qu'ils doivent être libérés par en haut, c'est-à-dire par des grands et petits-bourgeois philanthropiques

MARX-ENGELS

Lettre à Bebel, Licloknecht, Brackc - 1874

PRAGUE-PARIS : UN SEUL COMBAT

Aujourd'hui l'unanimité s'est faite pour condamner l'intervention des Russes en Tchécoslovaquie (ou presque).

Ce qui est moins clair pour beaucoup de gens, ce sont les raisons qui ont poussé le Kremlin à s'opposer par la force à la volonté de libéralisation exprimée par l'ensemble des Tchèques. Les troupes du Pacte de Varsovie sont-elles intervenues, comme elles le prétendent et comme l'affirme aussi une partie de la grande presse, pour défendre le Socialisme ?

En réalité dans la bouche des dirigeants Russes le mot "Socialisme" a la même valeur que le mot "Démocratie" dans la bouche d'un Franco. Les travailleurs des pays de l'Est savent que ce Socialisme-là n'est pas le leur. D'où l'expression employée là-bas pour désigner les dignitaires du parti communiste et les directeurs d'usines : "les Bourgeois Rouges".

Il ne suffit pas en effet de supprimer la propriété privée des usines et des services pour faire disparaître les contraintes que l'exploitation capitaliste fait peser sur la masse des producteurs et des consommateurs. Un directeur nommé par l'Etat à Moscou ou à Prague ne tient pas plus compte des aspirations des travailleurs qu'un patron privé à Paris. A l'Ouest les grands choix économiques (budget de l'Etat, investissements, travaux publics) suivent avant tout les intérêts des grandes banques d'affaires et des chefs d'entreprises ; à l'Est ils dépendent d'une classe privilégiée composée de bureaucrates politiques et de cadres administratifs et techniques. Dans les deux cas, la masse des travailleurs est aussi peu consultée et pareillement défavorisée par des décisions qui ne s'occupent pas de ses intérêts véritables.

Le capitalisme privé, c'est plutôt le privilège de celui qui a de l'argent à investir, tandis que le capitalisme d'état, c'est plutôt le privilège d'une couche restreinte de la population qui accapare le pouvoir de décision. Mais en définitive la différence n'est pas bien grande. Par le contrôle financier, la bourgeoisie d'Occident s'assure le commandement dans la société et dans les entreprises. Quant aux bureaucrates à la Russie, ils s'assurent en contrôlant l'Etat, des avantages matériels qui les mettent au dessus de la masse.

Ainsi ce n'est pas la défense du Socialisme qui permet d'expliquer l'intervention armée à Prague.

.../

Ce ne sont pas non plus les rivalités entre deux fractions des couches privilégiées des pays de l'Est. Les mesures économiques adoptées par Dubcek (premier ministre tchèque et leader des libéraux) donnent à la direction de chaque usine une plus grande indépendance par rapport au pouvoir central. Elles ne peuvent inquiéter les dirigeants russes car ils appliquent des mesures semblables chez eux depuis plusieurs années.

Certes, sous l'impulsion des cadres économiques dont l'importance s'accroît par rapport aux bureaucrates, les Tchèques renforcent leurs échanges commerciaux avec l'Occident. Mais pas plus que pour la Yougoslavie, la Roumanie ou la Russie elle-même, l'origine de la crise n'est une querelle de famille entre les bureaucrates du parti et les cadres spécialisés des usines.

La vraie raison de l'intervention armée, c'est l'effervescence provoquée dans les masses populaires à la suite du rétablissement des libertés de parole et d'information. C'est la peur de voir les travailleurs s'organiser librement au lieu de se laisser encadrer par l'appareil du parti, la peur aussi d'une contagion dans les autres "démocraties populaires" et en Russie même, qui est à l'origine de l'entrée des tanks à Prague et du rétablissement de la censure.

On peut alors mesurer l'hypocrisie des protestations d'un "Johnson" ou d'un "de Gaulle".

Entre la Tchécoslovaquie et le Vietnam, quelle différence ?

Quant à de Gaulle, comment peut-il condamner ce qui se fait à Prague, alors qu'il envoie l'armée au Tchad pour réprimer une révolte apparue dans le Nord du pays contre le dictateur local ? Comment peut-on verser une larme pour les radios tchèques tout en menant la répression contre les journalistes de l'ORTF ?

En réalité, la seule solidarité avec les travailleurs tchèques c'est de nous battre pour les mêmes raisons qu'eux : " la liberté d'information et d'organisation des travailleurs en dehors des appareils qui prétendent les encadrer et contre les hiérarchies qui les exploitent".

Le printemps tchécoslovaque n'est-il pas semblable, au moins dans ses buts au printemps français de mai ?

Les Tchèques partent du capitalisme d'Etat et nous du capitalisme privé. Mais nous voulons tous unir le socialisme et la liberté et non subir la dictature de soi-disant "ouvriers" qui prétendent être dirigeants et gouverner en notre nom mais se gardent bien de nous laisser la moindre possibilité de contrôle sur leurs décisions.

(texte paru dans le n°3 de "LA BASE", Bulletin du C. A.
des Grands Magasins".

SEULE, LA LUTTE PAIE

Après la récupération bureaucratique du Mouvement de Mai, un certain nombre de camarades ont cédé au découragement ; le phénomène est évident, par exemple, dans des boîtes comme THOMSON ou RHONE POULENC, où les travailleurs s'étaient pourtant révélés particulièrement combattifs et avaient su organiser eux-mêmes leur lutte. Un peu partout, le patronat, sauvé par les appareils, peut se montrer arrogant; nombre de militants sont licenciés ou mutés ; les fusions et les concentrations font peser une menace plus directe encore, d'autant plus dangereuse qu'elles frapperont les travailleurs individuellement ou par groupes limités. Les syndicats ont déjà brisé le mouvement en faisant reprendre le travail par petits paquets : les méthodes patronales ne sont pas différentes.

Pourtant, rien n'est fondamentalement changé. Malgré les menaces, les pressions, les tentatives de division ou d'intimidation, malgré les mensonges démobilisateurs ou l'attitude de la C G T qui ne voit dans toute action qu'une remise en cause de l' "acquis positif" de ces derniers mois, les travailleurs gardent ortière leur force, puisque celle-ci tient à leur place dans la société capitaliste : en s'organisant dans une lutte où ils se retrouvent tous, ils peuvent imposer ce qu'aucune commission paritaire ne saurait leur octroyer. Aujourd'hui comme hier, la lutte est permanente et payante. Les exemples qui suivent ne prétendent pas refléter la situation générale en France, puisqu'ils ne concernent que des boîtes en liaison au sein du Comité Inter-Entreprises.

Le premier nous est donné par LA BASE, bulletin des Comités d'Action CITROEN :

"A CITROEN-ASNIERES, les décolleteurs subissent un contre-maitre particulièrement hargneux. Ce chien de garde s'amuse à changer constamment les travailleurs de machine. La semaine dernière, ceux-ci en ont eu assez et, après un avertissement au chef d'atelier, ont débrayé spontanément pendant 1/4 d'heure pour obtenir la mutation du contremaître. Comme une grève au décolletage bloque toute la production de l'usine, le chef d'atelier a été obligé de désavouer son adjoint.

Un exemple à méditer".

Autre exemple à méditer, celui de VIROLLE-TRANSPORTS (colis, manutention). Il faut dire que le secteur routier, à la suite de vagues promesses, n'avait pas fait grève en Mai après quoi, cela va sans dire, les promesses n'ont pas été tenues . . . Chez VIROLLE, la direction de la boîte ayant refusé pendant 10 jours de recevoir les délégués pour discuter des revendications, une réunion a lieu, en dehors des syndicats. Y assistent un délégué des routiers et, malgré l'interdiction du P. C., un délégué de la C. G. T. Une action est décidée sur la gare de NICOLAÏ, et une seconde

...